

Les élus du PCF, du Front de Gauche rejette le projet de Financement de la Sécurité Sociale - PLFSS 2013

« Encore un changement qui ne viendra pas ! »

Sans surprise et conformément au vote à l'assemblée nationale du traité européen Sarkozy/Merkel, le PLFSS 2013 répondra aux injonctions de la Commission européenne et de la Banque centrale, afin de rassurer les marchés financiers, **mais ne répondra absolument pas aux besoins de santé de la population et aux exigences des professionnels.**

L'objectif affiché d'une nouvelle économie de 2,5 milliards d'euros sur les dépenses d'assurance-maladie, va peser durement dans une situation déjà aggravée : l'augmentation des inégalités d'accès aux soins, l'augmentation des restes à charge, les restructurations hospitalières avec la fragilisation de l'hôpital public, des emplois insuffisants... **Et bien sûr, absence de mesures annulant les franchises médicales et forfaits...**

Au contraire, l'ensemble des propositions ne fait que creuser le filon de la fiscalisation : ainsi naît **la double peine pour les retraités imposables** qui devront s'acquitter de la dite « contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie » de 0,3% en 2013 puis en 2014 **alors qu'elles et il ont déjà cotisé toute leur vie !**

Quant au milliard d'euros d'économies annoncés « sur les produits de santé », le projet ne dit pas comment inciter, voire contraindre les tous puissants labos capitalistes, **tel que SANOFI qui exerce aujourd'hui « son droit au licenciement boursier » !**

On nous annonce une prétendue priorité accordée aux missions de l'hôpital public, mais comment expliquer **que la loi « Bachelot » continue d'être appliquée ? Le remboursement à 100% des IVG est une bonne mesure mais les Centre IVG continuent d'être fermés !**

Le « pacte de confiance pour l'hôpital public » est remis en cause : 657 millions d'euros d'économies de plus, synonymes de pressions accrues sur les personnels et les services hospitaliers, de dégradation des conditions de travail et de prises en charge des patients.

La priorité à accorder à « l'investissement hospitalier » n'est pas de nature à rassurer quant à l'état actuel d'endettement des hôpitaux, devant emprunter sur les marchés financiers.

Le PCF déplore ce budget d'austérité qui, sans surprise s'inscrit en toute continuité avec la logique comptable prévalant ces dix dernières années. Les députés Front de gauche ne voteront pas ce projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Le PLFSS 2013 ne porte aucune ambition de politique de changement. Pire, il préfigure dans les limites mêmes de sa portée les attentions du gouvernement à se soumettre à la « règle d'or de baisse du coût du travail » en prévoyant de faire basculer près de 40 milliards de cotisations des entreprises sur la CSG.

Une sécurité sociale solidaire et universelle :

Au contraire, le PCF fait des propositions pour un financement de la protection sociale basé sur les cotisations, avec une cotisation variable en fonction de la politique d'emploi et des salaires ainsi qu'en urgence une cotisation sur les revenus financiers qui rapporterait plus de 70 milliards à la protection sociale.

Le PCF s'engage à favoriser toutes les conditions du débat ; une grande initiative nationale avec nos élus nationaux, départementaux et municipaux permettra de mobiliser l'ensemble des citoyens en lien avec tous les comités de défense des hôpitaux publics afin de défendre et promouvoir une Sécurité Sociale solidaire et universelle porteuse de progrès social et économique.

